

ADAPTATION DES PLANS LOCAUX D'ÉVACUATION

**pour mieux tenir compte des migrants
et de leurs besoins**

Outil MICIC de renforcement des capacités

L'OIM croit fermement que les migrations ordonnées, s'effectuant dans des conditions décentes, profitent à la fois aux migrants et à la société tout entière. En tant qu'organisme intergouvernemental, l'OIM collabore avec ses partenaires de la communauté internationale en vue de résoudre les problèmes pratiques de la migration, de mieux faire comprendre les questions de migration, d'encourager le développement économique et social grâce à la migration et de promouvoir le respect effectif de la dignité humaine et le bien-être des migrants.

Les opinions et les analyses exprimées dans le présent ouvrage ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques officielles de l'Organisation internationale pour les migrations ou celles de ses États membres.

© 2017 Organisation internationale pour les migrations (OIM)

Sommaire

Présentation de l'outil	4
Adaptation des plans locaux d'évacuation	6
1. Évaluations des aléas et de la vulnérabilité	6
2. Structure de coordination et de gestion	9
3. Identification des itinéraires et des sites d'évacuation	11
4. Déroulement de l'évacuation	13
5. Communication d'alertes et d'informations aux personnes évacuées	15
6. Aide apportée aux migrants pour qu'ils quittent la zone d'évacuation	17
7. Gestion des sites d'évacuation	19

PRÉSENTATION DE L'OUTIL

Cet outil a été mis au point pour aider les acteurs chargés de la gestion des situations d'urgence à l'échelle nationale et locale à tenir compte des populations de migrants dans leurs plans d'évacuation en cas de crise. Les évacuations sont des mesures de première importance destinées à réduire les effets des aléas naturels ou anthropiques. Quitter une zone menacée ou touchée par un aléa, avant ou après sa survenue, peut réduire considérablement les pertes lors d'une situation d'urgence. La planification et la facilitation des évacuations sont des aspects fondamentaux de la mission des organismes chargés de la gestion des situations d'urgence.

Une évacuation consiste à déplacer temporairement des personnes et des biens vers des lieux plus sûrs pour les protéger avant, pendant ou après un événement dangereux.

Le plan d'évacuation décrit les dispositions prévues pour organiser ce déplacement. Il peut comprendre un plan de retour des personnes évacuées ainsi que des possibilités d'hébergement.

Dans des sociétés de plus en plus mobiles et diverses, la prise en considération des populations de migrants dans les mesures d'intervention d'urgence, et en particulier dans la planification des évacuations et l'assistance, est un facteur essentiel pour atténuer les conséquences d'aléas de toutes sortes. La situation socioéconomique et l'héritage culturel des migrants peuvent influencer sur les

moyens dont ils disposent pour partir en cas d'urgence et sur leur empressement à partir. Ainsi, le lieu où les migrants vivent ou travaillent, leur aptitude à comprendre les messages et à communiquer dans la langue locale, la façon dont ils reçoivent les alertes et les interprètent, la confiance qu'ils accordent au système local de gestion des situations d'urgence et les ressources qu'ils peuvent mobiliser pour s'en sortir sont autant de facteurs qui influent sur leur vécu et leur comportement lors d'une situation d'urgence. Conséquences de tous ces facteurs, les migrants peuvent être plus réticents que les autochtones à l'idée de quitter une zone frappée par une catastrophe, avoir une probabilité moindre de partir ou emprunter des itinéraires distincts et gagner des lieux de destination différents que d'autres groupes.

Les acteurs chargés de la gestion des situations d'urgence qui travaillent dans des communautés accueillant des migrants doivent absolument comprendre l'influence de ces facteurs sur les comportements adoptés lors des évacuations (et plus généralement sur les réactions des migrants en cas d'urgence) pour être en mesure d'appuyer efficacement les interventions d'urgence. Beaucoup d'entre eux ont l'habitude de prendre en considération les facteurs de vulnérabilité, les capacités et comportements propres à certains groupes de population, comme les personnes âgées, les personnes handicapées, les enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes. De la même façon, pour intégrer efficacement les migrants dans les plans d'évacuation et les opérations d'urgence, il faut concevoir les activités de préparation et les réponses en tenant compte de leurs caractéristiques.

La prise en considération des migrants dans la planification des évacuations ne nécessite pas de mettre en place des dispositifs particuliers. Il faut au contraire adapter les plans et les mesures en place, bien les communiquer aux migrants et associer ces derniers aux activités de préparation et de réponse. Le présent outil fournit des recommandations et des indications dans le but d'adapter les plans d'évacuation aux communautés accueillant des groupes de migrants et de faciliter les opérations d'évacuation.

ADAPTATION DES PLANS LOCAUX D'ÉVACUATION

1. Évaluations des aléas et de la vulnérabilité

La planification et la facilitation des évacuations s'appuient généralement sur l'évaluation des risques. Cette évaluation est menée habituellement à partir de données et d'informations sur les points suivants :

- Ensemble de tous les aléas, ou au moins des aléas principaux, susceptibles de perturber une zone donnée, et fréquence/intensité de ces aléas ;
- Présence humaine dans la zone (nombre de personnes, répartition géographique et mouvements de population, en tenant compte également de la dynamique liée à la période de l'année, au jour de la semaine et à l'heure de la journée) ;
- Caractéristiques démographiques et socioéconomiques de la population, en prêtant une attention particulière à l'accès aux moyens de transport privés et publics et aux comportements ;
- Répartition et caractéristiques des équipements et des infrastructures dans la zone, notamment de ceux revêtant une importance particulière pour les évacuations (routes, sites précis, moyens de transport, infrastructures d'appui).

Les caractéristiques des migrants recoupent toutes ces dimensions, et doivent donc être bien prises en considération dans le cadre de ces évaluations.

Pour tenir compte des migrants et de leurs besoins dans les évaluations des risques :



Prenez en considération la dynamique de la présence des migrants dans la zone

- Les migrants sont-ils concentrés dans des zones et des lieux précis (quartiers, sites de travail, écoles) ?
- Y a-t-il un afflux de migrants dans la zone à certaines périodes de l'année (récolte ou périodes de pic de production, haute saison touristique ou année universitaire, saison la plus favorable pour traverser la zone) ou pendant un jour de la semaine en particulier (jour de marché, semaine scolaire/de travail, jour habituel d'arrivée ou de départ des touristes) ?
- Les migrants restent-ils dans la zone à une heure particulière de la journée (horaires de travail, heure la plus favorable pour traverser une zone donnée) ?



Prenez en considération les caractéristiques des lieux où les migrants vivent et travaillent

- Les migrants vivent-ils, travaillent-ils ou séjournent-ils dans des zones particulièrement menacées (implantations sujettes aux aléas ou implantations sauvages, front de mer dans les zones touristiques) ?
- Les migrants vivent-ils et travaillent-ils dans des bâtiments non sûrs (logements et lieux de travail non conformes et informels, où ils risquent de subir des conséquences disproportionnées en cas d'inondation, d'incendie ou de tremblement de terre, par exemple) ?
- Les migrants vivent-ils, travaillent-ils ou séjournent-ils dans des zones ou sur des sites mal desservis par les réseaux de communication ?
- Les migrants vivent-ils, travaillent-ils ou séjournent-ils dans des zones ou des endroits éloignés ou isolés, qui risquent d'être mal desservis par les infrastructures et les services de transport ou dans lesquels le nombre de sites d'évacuation risque d'être insuffisant et où il risque de ne pas y avoir assez de matériel de secours ? Quelle incidence cela aurait-il sur leur capacité à partir et à rejoindre des sites sûrs ?
- Dans les situations d'urgence, des obstacles risquent-ils d'empêcher l'accès aux zones où les migrants vivent et travaillent pour leur fournir une aide à l'évacuation ?



Prenez en considération les caractéristiques socioéconomiques et les comportements des migrants

- Quelle est la composition démographique des groupes de migrants ? Quelle est leur répartition par sexe, groupe d'âge, état de santé ?
- D'où viennent-ils ?
- Quel est leur niveau de maîtrise de la langue locale ? Quelle autre langue parlent-ils ?
- Quel est le niveau de préparation des migrants en cas d'urgence et d'évacuation (connaissance des avis et des procédures d'évacuation, trousse d'évacuation à disposition) ?
- Combien de véhicules les migrants et les autochtones possèdent-ils (ou à combien de véhicules peuvent-ils accéder) en moyenne, et quelles conséquences cela a-t-il sur la planification ?

- Les migrants se heurtent-ils à des difficultés particulières pour partir, comme des dispositions légales ou administratives régissant leur circulation à l'intérieur du pays ou la mise en détention ?
- Quelle est la probabilité que les migrants respectent spontanément les avis et les ordres d'évacuation ? Les migrants ont-ils eu, ou vont-ils probablement avoir, des comportements particuliers lors des évacuations, pour les raisons suivantes :
 - Réactions culturelles aux aléas et aux alertes ;
 - Non-compréhension des alertes ou méfiance à l'égard de ces dernières, et besoin de les vérifier auprès d'autres sources ;
 - Crainte d'être arrêtés ou expulsés ;
 - Refus de quitter leur domicile ou leur lieu de travail pour d'autres raisons (crainte pour la sécurité personnelle, motifs familiaux, rôles dévolus par la société aux deux sexes).

2. Structure de coordination et de gestion

Les évacuations sont des processus complexes qui nécessitent la participation d'un grand nombre d'organisations et d'acteurs. Leur coordination est cruciale pour que l'intervention soit efficace. Lorsqu'une évacuation concerne une communauté accueillant des migrants, il est probable que la structure de coordination devra faire appel à divers acteurs non traditionnels qui pourront être chargés de faciliter et de gérer les mouvements des migrants, de diffuser des informations et des alertes, ou encore de fournir différents services lors d'une situation d'urgence.

Les domaines dans lesquels la coordination peut être particulièrement importante sont les suivants :

- Diffusion et validation d'informations sur les situations d'urgence et les évacuations à l'intention des groupes de migrants. Il est particulièrement important de coordonner les activités avec les acteurs suivants :
 - Consulats et ambassades ;
 - Médias ethniques ;
 - Chefs et représentants des migrants ;
 - Organisations de la société civile travaillant auprès de migrants ;
 - Employeurs du secteur privé.

- Aide à l'évacuation des migrants. Il est particulièrement important de coordonner les activités avec les acteurs suivants :
 - Chefs et représentants des migrants ;
 - Employeurs et recruteurs de travailleurs migrants ;
 - Établissements d'enseignement fréquentés par des étudiants internationaux et des élèves issus de l'immigration ;
 - Hôtels accueillant des touristes et des voyages organisés ;
 - Consulats et ambassades à même d'assurer des services de transport (pour des évacuations internes ou internationales de leurs nationaux) ;
 - Autorités du pays hôte chargées de la gestion de l'immigration et de l'accueil dans les centres de détention et d'autres sites similaires, dans le cas de l'évacuation de migrants susceptibles d'être hébergés ou placés en détention dans ces structures ;
 - Organisations internationales susceptibles d'assurer des services d'évacuation.

- Fourniture d'informations et de services de secours aux migrants sur les itinéraires d'évacuation, aux points de contrôle et sur les sites d'évacuation. Il est particulièrement important de coordonner les activités avec les acteurs suivants :

- Organisations de la société civile et organisations internationales travaillant auprès de migrants en temps normal ;
 - Hôtels et complexes touristiques ;
 - Chefs et représentants des migrants ;
 - Consulats et ambassades des pays d'origine des migrants ;
 - Interprètes et traducteurs à même de faciliter la fourniture de l'assistance.
- Fourniture de services spécifiques dont les migrants pourraient avoir besoin lors des évacuations (assistance juridique, repérage des familles, délivrance de documents). Il est particulièrement important de solliciter l'appui des acteurs suivants et de coordonner les activités avec eux :
- Consulats et ambassades (pour toutes les activités d'identification et de traitement des documents) ;
 - Organisations de la société civile et organisations internationales travaillant auprès de migrants ;
 - Interprètes et traducteurs (à même de faciliter la fourniture de l'assistance) ;
 - Spécialistes compétents (avocats, médiateurs culturels, personnes assurant un soutien psychosocial).

Des structures de coordination pertinentes, telles que des systèmes de commandement des interventions, peuvent être élaborées ou révisées pour y intégrer des représentants des acteurs mentionnés plus haut susceptibles de contribuer à la fourniture de services d'évacuation.

Des structures conjointes peuvent aussi être mises en place à des fins consultatives pendant la phase de préparation aux situations d'urgence.

3. Identification des itinéraires et des sites d'évacuation

Les plans d'évacuation indiquent les zones ou les sites où les personnes peuvent être évacuées lors d'une situation d'urgence ainsi que les itinéraires à emprunter pour s'y rendre. Les itinéraires d'évacuation et les abris doivent :

- Résister aux aléas (y compris aux aléas secondaires) ou être situés dans des zones qui seront épargnées.
- Être accessibles.
- Avoir une capacité suffisante pour faire face au flux ou à la présence de personnes évacuées.

Les abris doivent également être desservis par les réseaux des services de base (eau et électricité, par exemple) ou pouvoir l'être, et (de façon générale) doivent être aussi proches que possible des endroits où les personnes évacuées vivent ou travaillent, afin d'éviter la perte de moyens de subsistance et de ne pas perturber la vie des ménages/des communautés à cause de distances plus longues à parcourir. La présence de migrants influe de diverses façons sur les décisions prises en matière de planification. Pour tenir compte des migrants et de leurs besoins dans le choix des itinéraires et des sites d'évacuation :



Sélectionnez des sites adaptés à l'accueil de migrants

- Combien de migrants faudra-t-il accueillir sur les sites d'évacuation ? Si les migrants se concentrent dans des zones à haut risque et vivent dans des logements non conformes particulièrement exposés dans les situations d'urgence, et si les réseaux à leur disposition localement sont insuffisants pour mettre en place des solutions d'évacuation au niveau de la communauté, les sites d'évacuation seront amenés à accueillir une proportion plus grande de migrants.
- Les sites d'évacuation sûrs et les abris se trouvent-ils à proximité des endroits où les migrants vivent et travaillent ? Les migrants sont souvent moins disposés ou moins à même de parcourir de longues distances (faute d'accès à des moyens de transport privés, de par l'absence de protection sociale en cas de chômage ou en raison de l'incapacité à se déplacer sur de longues distances dans le pays hôte), et il sera particulièrement important de trouver des solutions viables disponibles localement.
- Pendant combien de temps devraient-ils avoir besoin de soutien sur les sites d'évacuation ? Si les migrants ont des difficultés à accéder aux secours d'urgence

et à l'assistance au relèvement ainsi qu'à des options d'hébergement différentes, ils risquent de rester sur les sites plus longtemps que les autochtones.

- Les migrants sont-ils autorisés à se rendre sur les sites d'évacuation officiels ? Les migrants pourraient-ils avoir des problèmes sur ces sites, et craindre par exemple des actes de discrimination, une arrestation et de la méfiance de la part des intervenants ou des membres de la communauté hôte, en particulier si, parmi les sites en question, on trouve des casernes de police, des casernes militaires ou des espaces clôturés. Dans un tel cas, quels autres sites sûrs que les migrants seraient plus susceptibles d'utiliser pourrait-on identifier (espaces ouverts, bâtiments religieux, bâtiments détenus par des organisations de migrants) ? Ces structures et ces sites résistent-ils aux aléas et sont-ils bien desservis par les réseaux des services de base ?
- Les sites d'évacuation existants ont-ils été aménagés en tenant compte des besoins particuliers des migrants ? Pour que l'aménagement soit adapté aux migrants, il faut tenir compte des points suivants :
 - Taille moyenne et composition des groupes de migrants ;
 - Exigences culturelles particulières en matière d'intimité et nécessité de mettre en place des espaces séparés pour les femmes, les enfants et les personnes âgées ;
 - Emplois particuliers de zones communes, notamment pour les célébrations religieuses.



Choisissez des itinéraires d'évacuation à l'intérieur et à l'extérieur des zones de forte immigration

- Les itinéraires situés hors des zones de forte immigration (en particulier des quartiers informels) permettent-ils d'évacuer efficacement les migrants touchés à toutes les saisons/tous les jours de la semaine/à n'importe quelle heure ? Disposent-ils de capacités suffisantes et ont-ils des chances d'être opérationnels après une situation d'urgence ?
- Les itinéraires sont-ils praticables avec les moyens de transport dont disposent les migrants ?
- Les migrants connaissent-ils ces itinéraires et les éventuels changements dans les conditions d'accès selon les saisons/les jours de la semaine/l'heure de la journée ?

4. Déroulement de l'évacuation

Les plans d'évacuation sont fondés sur des modèles de déroulement qui servent à estimer combien de temps prendra une évacuation, et donc à informer les acteurs chargés de la gestion des situations d'urgence sur le moment auquel émettre une alerte et quand ordonner une évacuation.

La diffusion effective des alertes et le déroulement d'une évacuation dans les communautés de migrants peuvent prendre plus de temps, et ce point doit être pris en considération dans les mécanismes de décision et la planification des opérations. Pour lever les obstacles susceptibles d'empêcher les migrants de respecter le déroulement prévu des évacuations :



Identifiez et éliminez les sources possibles de retard dans la communication des avis d'évacuation

- Les alertes, les ordres et les messages doivent-ils être traduits et adaptés avant d'être communiqués aux migrants ? Dans l'affirmative, a-t-on identifié en amont des interprètes, des traducteurs, des médiateurs culturels et des annonceurs (y compris du personnel et des volontaires bilingues) ? Les messages types ont-ils été traduits à l'avance ou dispose-t-on de systèmes de traduction automatisés ?
- Les messages doivent-ils être diffusés par des voies supplémentaires pour parvenir effectivement aux migrants ? Dans l'affirmative, ces voies ont-elles été identifiées et les mécanismes de communication ont-ils été mis en place ?
- Des systèmes et des messages d'alerte ont-ils été testés auprès des groupes de migrants pour vérifier leur efficacité ?



Identifiez et éliminez les sources possibles de retard dans l'évacuation des migrants

- Les migrants risquent-ils d'avoir besoin de plus de temps pour vérifier les alertes officielles par l'intermédiaire d'autres voies dans lesquelles ils ont confiance (autres membres de leur communauté, leurs médias préférés ou autorités consulaires dont ils relèvent) ? Dans l'affirmative, existe-t-il des systèmes en place pour assurer que la diffusion des alertes est menée en coordination avec des acteurs et des sources dans lesquels les migrants ont confiance ?
- Les migrants ont-ils été informés des comportements à adopter en cas de crise, en particulier lors d'une évacuation ?

- Est-il probable que les migrants aient été familiarisés avec le comportement à adopter ? Dans l'affirmative, quelles conséquences cela aura-t-il sur leur comportement pendant l'évacuation ? Existe-t-il un plan de déploiement de personnel spécialisé (personnel compétent sur le plan culturel, membres formés au sein d'organisations de confiance) dans les zones d'évacuation pour communiquer des informations et des consignes aux migrants ?
- Si des permanences d'urgence/sites Web/profils sur les médias sociaux sont créés pour informer au sujet de l'évacuation, des dispositions ont-elles été prises pour assurer des services multilingues ? Le personnel chargé de ces services est-il en mesure de répondre aux interrogations des migrants ?
- Dans le cas où les migrants ont une probabilité moindre que les autochtones de posséder un véhicule, combien de temps supplémentaire durera leur évacuation en moyenne ? Quels moyens de transport peut-on déployer pour accélérer le processus ?
- Si les migrants vivent dans des zones éloignées et non desservies, combien de temps supplémentaire leur faudra-t-il pour partir ?

5. Communication d'alertes et d'informations aux personnes évacuées

La communication en temps voulu d'informations précises est essentielle afin de renseigner les personnes évacuées sur la situation et de leur donner des instructions sur les mesures à prendre pour partir rapidement et de manière sûre. L'information des migrants présente souvent certaines spécificités (connaissance de la langue, voies de prédilection) dont il faut tenir compte dans les plans de communication d'urgence pour faciliter les évacuations. Pour tenir compte des migrants et de leurs besoins dans la fourniture d'informations et d'alertes relatives aux évacuations :



Adaptez les messages pour communiquer efficacement les alertes et les informations en cas d'évacuation

- Les messages types sont-ils traduits ou dispose-t-on de systèmes de traduction automatisée ?
- Des procédures ont-elles été mises en place pour identifier et avertir des interprètes, des traducteurs, des médiateurs culturels et des annonceurs, y compris du personnel et des volontaires bilingues, qui traduiront et adapteront les alertes, les ordres et les messages en cas de besoin (constitution de fichiers de professionnels, par exemple) ?
- Des systèmes ont-ils été mis en place pour s'assurer que les migrants peuvent vérifier les informations qu'ils reçoivent par les voies officielles (auprès de membres de la communauté, de leur consulat ou de leur ambassade) ? Un mécanisme de coordination avec ces acteurs a-t-il été mis en place pour garantir la cohérence des informations échangées ?
- Les migrants ont-ils des besoins d'information particuliers ? Par exemple, les communications d'urgence comprennent-elles des informations sur les points suivants :
 - Sites d'évacuation sur lesquels les migrants peuvent se réfugier en toute sécurité ou sur lesquels ils peuvent bénéficier de services ciblés (renouvellement des documents d'identité et de voyage, par exemple) ;
 - Informations sur les conditions à remplir par les différents groupes de migrants pour bénéficier des services et d'une aide de base (migrants pourvus ou dépourvus de documents, par exemple) ;
 - Personnes à contacter et adresses des permanences d'urgence et des services d'information multilingues ;
 - Points sur les modifications apportées à la réglementation en matière d'immigration, telles que la prorogation temporaire des visas ou des permis de séjour au cours de la crise.

- Existe-t-il un plan de déploiement de personnel multilingue et compétent sur le plan culturel dans les zones d'évacuation pour informer les migrants durant les opérations d'évacuation ?



Complétez la diffusion des messages en faisant appel aux médias et aux voies que les migrants utilisent et dans lesquelles ils ont confiance

- Les systèmes traditionnels de diffusion suffisent-ils pour informer efficacement les migrants (surtout ceux vivant dans des endroits isolés ou qui utilisent d'autres médias que les autochtones) ? Dans la négative, quelles autres voies peut-on utiliser et comment peut-on les intégrer dans les mécanismes de communication d'urgence (y compris les voies communautaires, les médias ethniques, les consulats, les ambassades, etc.) ?
- Quelles voies de communication (formelles et informelles) les différents groupes de migrants utilisent-ils ? Ont-elles été recensées dans le cadre des activités de préparation ? Ces informations peuvent-elles être recueillies auprès de représentants et d'organisations de migrants ?

6. Aide apportée aux migrants pour qu'ils quittent la zone d'évacuation

De nombreuses personnes évacuées peuvent avoir besoin d'aide pour quitter la zone d'évacuation et gagner des endroits sûrs. À partir de l'évaluation de la zone d'évacuation et de la population qui s'y trouve, et après identification des itinéraires d'évacuation possibles, les acteurs chargés de la gestion des situations d'urgence peuvent déterminer l'aptitude réelle des intéressés à sortir de la zone en question et prévoir de les aider à partir. Pour faciliter l'évacuation des migrants, il faut comprendre si et pourquoi ces derniers sont moins aptes ou moins enclins à partir que les autochtones. Plusieurs raisons entrent en jeu :

- Connaissance limitée des itinéraires et des sites d'évacuation ;
- Crainte d'être arrêtés, expulsés ou victimes d'actes xénophobes ;
- Refus de recevoir une assistance de la part de personnes extérieures à leur communauté ;
- Inquiétudes quant à la sécurité des membres de la famille et des biens laissés sur place ;
- Volonté de ne pas s'éloigner de parents ou de membres de la communauté, ou du lieu de travail ;
- Faible accès à des moyens de transport privés.

Pour aider les migrants à quitter la zone d'évacuation :



Dirigez les migrants évacués vers des zones et des abris sûrs

- Les cartes, les panneaux de signalisation et les systèmes d'information sur les itinéraires sont-ils présentés en plusieurs langues/traduits, ou fournissent-ils des informations au moyen de photos ou de supports visuels ?
- Est-il possible de déployer du personnel/des volontaires, y compris des membres de la communauté compétents, aux endroits clés pour donner des indications aux migrants évacués ?



Réduisez la présence de fonctionnaires en uniforme

- Les migrants étant souvent méfiants à l'égard de la police, des militaires et des autres fonctionnaires en uniforme, est-il possible de déployer du personnel et des volontaires ne portant pas d'uniforme (portant juste un badge ou d'autres signes distinctifs), des

pompiers ou des membres du personnel d'institutions auxquels les migrants font confiance dans les zones où il est probable qu'ils seront nombreux ?

- Est-il possible d'éviter l'utilisation de véhicules officiels de la police/de l'armée/des gardes frontière/des prisons pour évacuer les migrants ?



Organisez les moyens de transport

- S'il est probable que les migrants nécessiteront plus d'aide que les autochtones pour le transport lors d'une évacuation, y a-t-il suffisamment de véhicules pour répondre à leurs besoins ?
- Quels sont les moyens de transport disponibles, et comment peuvent-ils être utilisés pour évacuer les quartiers de forte immigration, notamment ceux qui risquent d'être isolés et difficiles à atteindre ?
- Existe-t-il des moyens de transport susceptibles de faciliter l'évacuation spontanée de la population (taxis, bus) abordables pour les personnes à faible revenu ?



Répondez aux préoccupations des migrants pour vous assurer qu'ils suivront les consignes d'évacuation

- Les migrants ont-ils la possibilité de renouveler les documents perdus ? Dans l'affirmative, comment en informer les migrants évacués ?
- La nécessité d'essayer de maintenir ensemble autant que possible les familles (y compris les familles élargies) et les communautés de migrants a-t-elle été prise en considération dans les procédures d'évacuation ?
- Les migrants peuvent-ils recevoir des prestations de chômage, une aide sociale ou une autre forme d'assistance pour compenser les salaires non touchés ? Dans l'affirmative, comment en informer les migrants ?
- L'ensemble du personnel chargé de l'évacuation est-il informé qu'il ne doit pas demander leurs documents aux personnes évacuées ? A-t-on mis en place des campagnes ciblées pour diffuser des informations sur les points suivants :
 - L'aide apportée lors de l'évacuation est séparée de l'application de la législation sur l'immigration ;
 - L'assouplissement des régimes d'immigration offre aux migrants des possibilités supplémentaires de rester dans la zone.

7. Gestion des sites d'évacuation

Il est essentiel de disposer de sites d'évacuation adéquats pour réduire le plus possible le risque auquel se heurtent les évacués dans une situation d'urgence, et ce point constitue souvent une condition préalable à la fourniture d'une assistance efficace. La nécessité de venir en aide à un groupe diversifié de personnes touchées, comprenant aussi des migrants, a des conséquences importantes pour l'identification, la planification et la gestion de ces installations.

Pour tenir compte des migrants et de leurs besoins dans la gestion des sites d'évacuation :



Prenez en considération les migrants dans les procédures d'enregistrement

- Est-il possible d'affecter des fonctionnaires sans uniforme aux bureaux d'enregistrement dans les abris ? La présence de fonctionnaires civils aux bureaux d'enregistrement peut encourager les migrants, en particulier ceux dépourvus de documents valides, à accéder à ces structures.
- Y a-t-il des membres du personnel et des volontaires bilingues susceptibles d'être affectés à l'enregistrement des personnes évacuées qui arrivent ?
- Dispose-t-on d'une liste d'interprètes, de membres du personnel et de volontaires compétents (présents sur site ou joignables par téléphone) à même d'aider à répondre aux besoins linguistiques des migrants qui arrivent, et peut-on communiquer cette liste aux bureaux d'enregistrement des abris.
- Dispose-t-on d'un recueil d'expressions ou d'outils de communication visuels et de formulaires d'enregistrement traduits/multilingues susceptibles d'être distribués sur les sites d'évacuation ?
- Les formulaires d'enregistrement sont-ils adaptés ? Ils doivent permettre de recueillir, sur la base du volontariat, des informations sur :
 - Les aptitudes linguistiques ;
 - Le pays d'origine ;
 - Les besoins d'intimité ;
 - Les restrictions et préférences alimentaires ;
 - Les besoins liés aux pratiques religieuses, et le traitement des défunts ;
 - Les usages de la vie courante ;
 - L'attitude à l'égard des soins de santé et du soutien psychosocial ;
 - Les personnes à contacter, à l'intérieur du pays et à l'étranger.

- Si des lettres de bienvenue ou des documents qui énoncent les règles, le plan ou le programme de la structure sont distribués aux personnes évacuées enregistrées, sont-ils aussi proposés dans les langues les plus répandues parmi les migrants ?



Aménagez le site d'évacuation en tenant compte des spécificités des migrants

- Dispose-t-on d'indications graphiques ou multilingues pour les installations d'évacuation ?
- Les dispositions pour le couchage correspondent-elles aux préférences des migrants évacués (aménagements prévus pour permettre aux familles ou aux communautés de rester ensemble, nécessité de séparer totalement les espaces destinés aux femmes et aux hommes, etc.) ? Est-il possible de cloisonner les espaces (paravents, tentes, draps ou serviettes) ?
- Existe-t-il des tensions entre certains groupes ethniques, et peut-on les éviter dans le cadre de l'aménagement et de la gestion du site ?
- Certains migrants ont-ils des pratiques d'hygiène particulières ? Est-il possible d'accéder à des demandes telles que l'utilisation d'eau au lieu de papier toilette, le lavage rituel des mains, l'interdiction de l'utilisation de produits à base d'alcool pour se laver les mains ou l'utilisation d'une bassine d'eau au lieu d'une douche ?
- Les groupes de migrants ont-ils des besoins particuliers pour mener leurs activités communautaires (salle calme pour la prière et la méditation, espace plus grand pour les assemblées ou les rites collectifs) ou ont-ils besoin de matériel/d'un mobilier spécifique (citernes d'eau, tapis, panneaux) ? Dans l'affirmative, est-il possible de prévoir les aménagements nécessaires sur les sites d'évacuation ? Si le bâtiment ne comprend qu'une seule pièce commune, est-il possible d'établir un planning pour répondre aux besoins de tous les groupes ?
- Est-il possible de tenir compte, dans la planification, des célébrations, fêtes et autres manifestations sociales, nationales, ethniques et religieuses des migrants ? Des espaces ou des ressources spécifiques sont-ils nécessaires ?



Garantissez la sécurité des migrants évacués sur les sites d'évacuation

- Les migrants sont-ils confrontés à des menaces spécifiques dues à la xénophobie dans la zone ?

- Est-il possible d'éviter la présence de fonctionnaires en uniforme pour assurer la sûreté et la sécurité des personnes évacuées ? Ou est-il possible d'affecter des fonctionnaires issus de l'immigration, des fonctionnaires de la police communautaire et d'autres personnes de confiance aux sites accueillant un grand nombre de migrants ?
- Existe-t-il des protocoles pour protéger les personnes évacuées contre la violence et la maltraitance, y compris la violence et la maltraitance sexistes, qui soient adaptés afin de tenir compte de la population de migrants sur les sites d'évacuation ? Existe-t-il des mécanismes de signalement des actes de violence et de maltraitance adaptés (personnel possédant les compétences multilingues appropriées, représentants des groupes de migrants au sein du personnel, soutien culturellement approprié pour les victimes, accès à un mécanisme de plainte).



Adaptez les installations de communication aux utilisateurs migrants

- Est-il possible d'aménager des installations de communication sur les sites d'évacuation ? Ces installations comprennent-elles les éléments suivants :
 - Des zones de chargement des téléphones portables ?
 - Un espace semblable à un cybercafé équipé d'ordinateurs connectés à Internet et dotés de logiciels de communication.
 - Le Wi-Fi.
 - Des téléphones fixes dont les personnes évacuées pourraient se servir, y compris pour passer des appels longue distance.
 - Quelques téléphones mobiles avec du crédit ou des tarifs forfaitaires à l'international mis à disposition des personnes évacuées.



Fournissez des aliments culturellement appropriés et d'autres services de secours de base

- Les migrants ont-ils des préférences ou des restrictions en ce qui concerne la nourriture ou la boisson ? Peut-on tenir compte des points suivants dans la constitution des stocks et la planification :
 - Préférences relatives à la composition des repas (utilisation de certaines céréales, forte consommation de viande ou de légumes, plats très épicés ou pas épicés du tout).
 - Interdiction de manger ou de boire certains produits (porc, bœuf, toutes les viandes, crustacés et mollusques, produits non halal ou non kasher, alcool) ;

- Habitudes de consommation de boissons ou d'aliments en particulier à certains moments de la journée (boissons chaudes tout au long de la journée, consommation de lait pour accompagner toutes les viandes) ;
- Le fait de manger ou ne de pas manger à certains moments de la journée, de la semaine ou de l'année ou pendant certaines fêtes (aucune viande le vendredi, pas de nourriture ou de boisson entre le lever et le coucher du soleil pendant le ramadan ou repas pris beaucoup plus tard ou tôt que les autres groupes).

- Les migrants ont-ils des besoins vestimentaires particuliers (liés à la culture ou à la religion, par exemple), et est-il possible de mettre les articles en question à disposition sur les sites ?



- Les migrants ont-ils besoin d'autres articles de secours de base (vêtements plus chauds, demande supplémentaire de produits de secours standard) ?

Permettez à d'autres acteurs d'accéder aux abris pour qu'ils assurent certains services

- Les abris peuvent-ils comprendre des espaces réservés à la fourniture de services par des acteurs extérieurs, comme le renouvellement et la délivrance de cartes d'identité et de visas ?
- Des mécanismes de coordination ont-ils été mis en place avec les institutions compétentes pour faciliter la fourniture de ces services sur les sites ?



Organisation internationale pour les migrations (OIM)
L'organisme des Nations Unies chargé des migrations

Secrétariat MICIC

Organisation internationale pour les migrations

17, Route des Morillons

CH-1211, Genève 19

Suisse

Tél. : +41.22.717.9111

micicinitiative.iom.int

MICICSecretariat@iom.int